

# *Commission des relations de travail de l'Ontario*

# **EN RELIEF**

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat  
Leonard Marvy, avocat

février 2008

## **Règles de procédure annotées**

Les Règles de procédure annotées 2008 sont maintenant accessibles sur le site Web de la Commission à l'adresse [www.olrb.gov.on.ca](http://www.olrb.gov.on.ca).

## **Résumés de décisions**

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en janvier 2008. Ces décisions paraîtront dans le numéro de janvier-février des Rapports de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à [http://www.iijcan.org/index\\_fr.html](http://www.iijcan.org/index_fr.html).

**Procédure et pratique – Industrie de la construction – Accréditation – Délai** – L'IUOE a demandé à la Commission de refuser de tenir compte de la réponse à sa demande d'accréditation puisque l'intimé n'a pas respecté les délais fixés par la Loi et les Règles de procédure de la Commission. Le requérant avait en même temps déposé une demande d'accréditation dans le secteur industriel et celui de la construction. La Commission a examiné sa jurisprudence sur l'exercice de son pouvoir discrétionnaire. Dans la présente affaire, la Commission a déclaré que l'erreur de l'intimé, qui a cru qu'il n'y avait qu'une demande d'accréditation, était raisonnable dans les circonstances. La Commission a constaté que l'IUOE a contribué à la confusion de l'intimé en lui envoyant simultanément plusieurs demandes accompagnées d'une lettre explicative comportant le même en-tête et le même numéro de dossier d'avocat. La Commission a déclaré que le requérant aurait pu aviser l'intimé qu'il s'agissait de deux demandes. La Commission a exercé son pouvoir discrétionnaire et examiné l'information

contenue dans la réponse déposée en retard. L'affaire suit son cours.

**CARMAN CONSTRUCTION INC.; RE INTERNATIONAL UNION OF OPERATING ENGINEERS, LOCAL 793; File No. 2082-07-R; Date January 8, 2008; Panel: Lee Shouldice (9 pages)**

**Réexamen – Procédure et pratique – Ordonnance de production** – La Ville a demandé à la Commission de revoir sa décision dans laquelle elle a refusé sa demande de production de documents, invoquant le secret professionnel. La Ville a demandé au nouveau syndicat de présenter une preuve formelle de sa qualité d'organisme syndical et exigé de voir les ébauches et les documents liés à la préparation du procès-verbal de la réunion de fondation du syndicat. La Commission a soutenu que le secret professionnel couvre les énoncés faits par un client aux fins d'obtenir des conseils juridiques. Il revient à la partie qui demande les documents de prouver, à la satisfaction du décideur et à l'aide de preuves autres que lesdits documents, que les documents demandés ne sont pas visés par le secret professionnel. La Commission a refusé de consulter les documents présumés privilégiés pour déterminer s'ils l'étaient véritablement. La demande de réexamen a été refusée.

**CORPORATION OF THE CITY OF WINDSOR; RE CCW-PETU CORPORATION OF THE CITY OF WINDSOR-PROFESSIONAL EMPLOYEES TRADE UNION; File No. 3301-06-R; Dated January 11, 2008; Panel: Ian Anderson (6 pages)**

**Accréditation – Industrie de la construction – Qualité – Syndicat** – Les travailleurs ont contesté la qualité du Syndicat canadien des travailleurs de construction (SCTC) à titre de syndicat de l'industrie de la construction dans un certain nombre de demandes d'accréditation du SCTC. La Commission a soutenu qu'une décision antérieure, *PBS Construction*, octroyant au SCTC la qualité d'organisme syndical de l'industrie de la construction n'engageait pas les travailleurs parce qu'on leur avait interdit de participer à l'affaire. Les conventions collectives que le SCTC aurait signées avec trois employeurs de l'industrie de la construction n'étaient pas valides, selon la Commission, parce que les employeurs qui ont conclu ces ententes n'étaient pas des employeurs aux termes de la Loi ou (dans un des cas) parce que l'employeur avait soutenu la création ou l'administration du syndicat. Bien que la Commission ait déterminé que le SCTC avait qualité d'organisme syndical en vertu du paragraphe 1 (1), elle a soutenu qu'en l'absence d'une convention collective conclue avec un employeur de l'industrie de la construction ou d'autres indices d'activités syndicales se rapportant à l'industrie de la construction, le requérant n'avait pas qualité d'organisme syndical de l'industrie de la construction en vertu du paragraphe 126 (1). Le fait que le SCTC n'a pas cette qualité est défavorable aux présentes demandes d'accréditation dans l'industrie de la construction. Les demandes ont été refusées.

**EMPIRE CONTINENTAL MANAGEMENT C.O.B. EMPIRE COMMUNITIES AND/OR EMPIRE HOMES; RE CANADIAN CONSTRUCTION WORKERS UNION; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; File Nos. 3395-06-R; 3414-06-R; 3426-06-R; 3441-06-R; 3502-06-R; 3503-06-R; 3611-06-R; 3685-06-R; 3991-06-R; 0389-07-R; Dated January 29, 2008; Panel: David A. McKee (21 pages)**

**Accréditation – Industrie de la construction – Qualité** – La Commission a mené un examen pour déterminer si cinq personnes étaient des employées de la partie intimée à la date de la demande d'accréditation et si elles faisaient dûment partie de l'unité de négociation. Durant la grève provinciale des travailleurs du secteur de la construction industrielle, commerciale et institutionnelle en juin 2007, on a demandé à cinq membres du syndicat d'aller travailler pour la partie intimée dont les travailleurs ne sont pas syndiqués. Les travaux qui ont été réalisés avaient déjà été confiés en sous-traitance à une entreprise qui était liée à l'entente provinciale dans le secteur de la construction industrielle, commerciale et institutionnelle et qui, par conséquent, ne pouvait respecter le contrat en

raison de la grève. Les travaux ont par la suite été réalisés par des charpentiers après qu'on n'a plus eu besoin des cinq travailleurs (dont la qualité devait être déterminée dans la présente affaire). La Commission a soutenu que le fait que deux syndicats accomplissent la même tâche à des moments différents n'est pas un obstacle à l'accréditation, dans la mesure où les membres de ces deux syndicats réalisaient des travaux relevant de leur compétence. Une demande d'accréditation n'est pas l'occasion indiquée pour traiter les conflits de compétences en matière de travail. La Commission a déterminé que les cinq personnes relevaient du représentant de la partie intimée et qu'elles faisaient leur travail à titre d'employés de ce dernier. La partie intimée a fait valoir que : 1) les employés travaillaient illégalement à la date de la demande parce qu'ils étaient membres du syndicat touché par la grève provinciale et 2) le placement de travailleurs en grève par le syndicat est une infraction au paragraphe 162 (2) de la Loi, et, comme le syndicat avait placé les travailleurs, il ne peut se servir de sa propre faute pour justifier sa demande d'accréditation. La Commission a soutenu que les actions contestées ne contrevenaient pas au paragraphe 162 (2), qui a pour objet d'empêcher les ententes entre un syndicat et un entrepreneur dont les employés sont syndiqués pour continuer à travailler durant une grève légale. Un employeur dont les employés ne sont pas syndiqués et qui demande des travailleurs à un syndicat, accepte volontairement les employés, bénéficie des travaux réalisés et, par le fait même, contribue à l'entente, ne peut compter sur le fait que l'entente est par ailleurs illégale pour se défendre contre une demande d'accréditation. La question a été résolue en incluant ces personnes dans l'unité de négociation. L'affaire suit son cours.

**HVM HOLDINGS INC.; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File No. 0989-07-R; Dated January 11, 2008; Panel: Marilyn Silverman (12 pages)**

**Normes d'emploi – Vente d'une entreprise** – Les employés ont demandé le versement d'une indemnité de départ à la suite de la cession du contrat de location d'un stand au Marché des produits alimentaires de l'Ontario par Lamantia à Ippolito. La Commission a déterminé que la Cour d'appel avait récemment rejeté le modèle traditionnel « continuité de l'exploitation » pour la vente d'une entreprise dans le dossier *Abbott C. Bombardier Inc.* et qu'elle avait élargi les paramètres d'une transaction pour y ajouter le transfert d'une série de tâches et de fonctions réalisées par un groupe donné d'employés. Dans la présente affaire, les employés ont continué de

réaliser les mêmes tâches pour Ippolito et Ippolito a effectivement élargi ses propres activités pour réaliser celles de Lamantia. La Commission a déterminé que les employés n'avaient pas cessé leur emploi et qu'ils n'avaient donc pas droit à une indemnité de départ. La demande a été refusée.

**LAMANTIA GARCIA PRODUCTS LTD. AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; RE ERWIN REVIN, ANTONIO CARVALHO, JOSE TOSTE AND NAMGYAL KALSANG; RE IPPOLITO PRODUCE LIMITED;** File No. 0326-07-ES; Dated January 14, 2008; Panel: Peter F. Chauvin (5 pages)

---

**Grief dans l'industrie de la construction – Procédure et pratique – Réexamen** – Le requérant demandait à la Commission de revoir sa décision de ne lui accorder que 2 500 \$ plutôt que le plein montant de l'indemnité qu'il avait demandé, soit 6 000 \$. La Commission a soutenu que les coûts sur une base « procureur-client » ne prévoient pas le remboursement de toutes les dépenses d'une partie. La Commission a l'habitude d'évaluer le caractère raisonnable des frais demandés. Il s'agissait alors de la première fois que les dépenses d'un requérant avaient été remises en question si fermement par la partie intimée. Le requérant n'a pu fournir à la Commission de justification du montant demandé. La demande de réexamen a été refusée.

**MAN-SHIELD (ONT.) CONSTRUCTION INC. A.K.A. MAN-SHIELD (NWO) CONSTRUCTION INC.;** RE CJA, LOCAL 93 ET AL; File No. 1470-04-G; Dated January 22, 2008; Panel: Corinne F. Murray (5 pages)

---

**Accréditation – Industrie de la construction – Employeur** – Les travailleurs désiraient faire accréditer une unité d'employés qui, selon le syndicat, étaient embauchés par l'une des entreprises Monarch. Monarch et l'intervenant ont contesté la demande, alléguant que le véritable employeur était l'intervenant, une agence de placement. La Commission a déterminé que les employés ont été embauchés par l'intervenant et attirés à Monarch. Monarch n'avait pas d'employés comme tels dans ses lieux de travail; l'intervenant traitait les questions disciplinaires, affectait à nouveau les employés dont les services n'étaient plus nécessaires à Monarch, en plus d'être responsable de la rémunération et de verser la part des primes d'assurance de l'employeur, les salaires et les primes. La Commission était convaincue que l'intervenant était fondamentalement responsable des employés. La demande a été refusée.

**MONARCH CORPORATION AND MONARCH DEVELOPMENT CORPORATION; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; RE THE K.A.S. GROUP OF COMPANIES;** File No. 3306-06-R; Dated January 28, 2008; Panel: Harry Freedman (10 pages)

**Loi sur les relations de travail liées à la transition dans le secteur public** – L'AIIO a présenté une demande de déclaration selon laquelle une « intégration des services de santé » était survenue en vertu de la LRTTSP. Une clinique de traitement contre l'infertilité menait ses activités en vertu d'une entente conclue avec l'hôpital, selon laquelle l'Hôpital fournissait le personnel de soutien, le matériel, les locaux de laboratoire et les installations. Quand la clinique a déménagé, on a offert un emploi aux employés qui ont suivi, mais seulement à titre de nouveaux employés. La nouvelle clinique ne reconnaissait pas les droits de négociation qui existaient dans l'entente conclue avec l'hôpital. La Commission a soutenu que l'Hôpital d'Ottawa et la clinique de traitement contre l'infertilité étaient des « employeurs » aux termes de la définition d'« intégration des services de santé en vertu de l'article 2 de la LRTTSP. La Commission a interprété largement la question de l'intégration des services de santé, se fondant sur les conséquences des changements apportés à la prestation des services plutôt que sur la cause ou les auteurs de ces changements. La Commission a soutenu qu'une intégration des services de santé avait eu lieu et s'est servie de son pouvoir discrétionnaire pour déclarer que la LRTTSP s'y appliquait. L'affaire poursuit son cours.

**OTTAWA FERTILITY CENTRE INC., THE; RE ONTARIO NURSES' ASSOCIATION; RE THE OTTAWA HOSPITAL, CUPE AND ITS LOCAL 4000 AND OPSEU;** File No. 1531-06-PS; Dated January 10, 2008; Panel: Mary Ellen Cummings (8 pages)

---

**Industrie de la construction – Réexamen – Cessation – Délai** – La Commission a déterminé qu'une demande de cessation d'emploi a respecté les délais puisqu'elle a été déposée la première journée du « commencement des trois derniers mois » de validité d'une entente collective (alinéa 63 (2) a)). Le syndicat a demandé le réexamen de la décision de la Commission. La Commission a confirmé que ses calculs n'étaient pas fondés sur une mesure du temps précédant ou suivant une journée donnée, mais sur une simple lecture de la loi, pouvant être comprise par les non-initiés, du moment où la période de trois mois a débuté. Le réexamen a été accepté en partie pour d'autres motifs.

**RÉGULVAR CANADA INC./RÉGULVAR INC.;**  
RE CHRISTIAN BOURGEOIS; THE INTERNATIONAL BROTHERHOOD OF ELECTRICAL WORKERS, LOCAL 586 ; File No. 3404-06-R;  
Dated January 4, 2008; Panel: Mary Ellen Cummings (3 pages)

---

**Mesure provisoire – Mise en tutelle** – La section locale 1256 a déposé des plaintes en vertu des articles 147 et 149 et a demandé une mesure provisoire pour empêcher la IU de s'immiscer directement ou indirectement dans les affaires (les actifs, les biens, les droits de négociation ou les obligations) de la section locale. L'IU avait entamé des procédures en vertu de sa constitution, une première étape vers l'imposition de mesures de supervision. La Commission a soutenu qu'il lui était impossible d'évaluer les facteurs appropriés qui sous-tendent les critères justifiant une mesure provisoire parce que les faits appuyant la demande ne s'étaient pas encore produits. La Commission a refusé de spéculer sur les intentions de l'IU ou sur la prévisibilité de mesures de supervision en l'absence de preuves fortes, actuelles ou historiques, pouvant soutenir l'idée que ces mesures étaient imminentes. Sans preuve démontrant le préjudice immédiat que subirait la section locale 1256, par suite de l'imposition surprise de mesures de supervision, la Commission a refusé d'accorder une mesure provisoire parce que la section locale pouvait déposer une demande en vertu de l'article 149 qui permettrait à la Commission d'enquêter sur la cause de ces mesures de supervision. La menace voulant que les parties aient recours à des mesures d'exécution extrajudiciaire si la Commission ne fait rien n'est pas un facteur qu'il convient de prendre en compte pour décider de rendre ou non une ordonnance. La demande de mesure provisoire a été rejetée.

**UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA;** RE CJA, LOCAL 1256; File No. 2739-07-M; Dated January 17, 2008; David A. McKee (6 pages)

Les décisions résumées dans le présent bulletin seront publiées dans les Rapports de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des Rapports à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7<sup>e</sup> étage, 505, avenue University, à Toronto.

## Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
<b>Puri Sons Inc. o/a Tally Ho Manor</b> v. Director of Employment Standards et al Divisional Court No. 30/08	1490-06-ES; 1491-06-ES	En cours
<b>Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503</b> v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
<b>Dev Misir</b> v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
<b>Dr. Oliver Bajor</b> v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
<b>Jacobs Catalytic Ltd.</b> v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	Entendue les 10 et 11 janvier 2008, en délibéré
<b>Dana Horochowski</b> v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
<b>Hurley Corporation</b> v. OLRB; SEIU L. 2, on Divisional Court No. 23/07	2915-06-R	Rejetée avec consentement le 25 janvier 2008
<b>Janet Kitson</b> v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
<b>Johnson Controls Ltd.</b> v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée - sine die
<b>Abduraham, Abdoulrab</b> v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la C.A.
<b>City of Hamilton</b> v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
<b>Gus Nedelkopoulos v. OLRB</b> Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	10 mars 2008
<b>Maystar General Contractors Inc.</b> v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Court d'appel 25 mars 2008
<b>Grantley Howell</b> v. USWA SCC No. 32411	3552-00-U; 0933-01-U; 1273-01-U	Requête en autorisation d'en appeler à la CSC
<b>Mississaugas of Scugog Island</b> v. CAW-Canada SCC No. 32452	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	Requête en autorisation d'en appeler à la CSC